

TRAITE DE COOPERATION EN MATIEPE DE BREVETS

	Expéditeur: le BUREAU INTERNATIONAL			
PCT	Destinataire:			
NOTIFICATION DE L'ENREGISTREMENT VA D'UN CHANGEMENT (règle 92bis.1 et instruction administrative 422 di PCT) Date d'expédition (jour/mois/année) 11 février 2004 (11.02.2004)	c/o βrevatome			
Référence du dossier du déposant ou du mandataire B 14078 JL	NOTIFICATION IMPORTANTE			
Demande internationale no PCT/FR2003/050045	'Date du dépôt international (jour/mois/année) 01 septembre 2003 (01.09.2003)			
1. Les renseignements suivants étaient enregistrés en ce qui c	Concerne:			
X le déposant l'inventeur	le mandataire le représentant commun			
Nom et adresse	Nationalité (nom de l'Etat) Domicile (nom de l'Etat)			
	no do tálánhoro			
,	no de téléphone			
·	no de télécopieur			
	no de téléimprimeur			
2. Le Bureau international notifie au déposant que le changem	nent indiqué ci-antès a été enregistré en ce qui concerne.			
X la personne le nom l'adres	·			
Nom et adresse	Nationalité (nom de l'Etat) Domicile (nom de l'Etat)			
S.O.I.TEC SILICON ON INSULATOR	FR FR			
TECHNOLOGIES Parc Technologique des Fontaines	no de téléphone			
Chemin des Franques F-38190 Bernin				
FRANCE	no de télécopieur			
	no de téléimprimeur			
3. Observations complémentaires, le cas échéant: Cession par le COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE de 50% de ses droits de propriété à S.O.I.TEC SILICON ON INSULATOR TECHNOLOGIES.				
4. Une copie de cette notification a été envoyée:				
X à l'office récepteur aux offices désignés concernés				
X à l'administration chargée de la recherche international	le aux offices élus concernés			
à l'administration chargée de l'examen préliminaire inte	ernational autre destinataire:			
	Fonctionnaire autorisé:			
Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes 1211 Genève 20, Suisse	R. Raissi			
no de télécopieur: (41-22) 338.71.40	no de téléphone: (41-22) 338 9515			

La demande d'examen préliminaire un ernational doit être présentée directement à l'administration chargée de l'examen	préliminaire
international qui est compétente ou, si plusieurs administrations sont compétentes, à l'une d'entre elles, au choix du déposant.	Le déposant
peut indiquer le nom complet ou le code à deux lettres de cette administration au-dessus de la ligne qui suit :	•

IPEA/

PCT

CHAPITRE II

DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

selon l'article 31 du Traité de coopération en matière de brevets : Le soussigné requiert que la demande internationale spécifiée ci-après fasse l'objet d'un examen préliminaire international conformément au Traité de coopération en matière de brevets et fait élection de tous les États éligibles sauf indication contraire.

Réservé à l	l'administration chargée	de l'examen prélimina	ire international	
	·			
Administration chargée de l'examen préli	minaire international	Date de réception de l	a demande d'examen préliminaire international	
Cadre n° I IDENTIFICATION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE Référence du dossier du déposant ou du mandataire B14078.3 JL				
Demande internationale nº PCT/FR03/50045	Date du dépôt international (jour/mois/année) 01 SEPTEMBRE 2003 (01.09.2003)		Date de priorité (la plus ancienne) (jour/mois/année) 03 SEPTEMBRE 2002 (03.09.2002)	
Titre de l'invention DISPOSITIF SEMICONDUCTEUR DE PUISSANCE QUASI-VERTICAL SUR SUBSTRAT COMPOSITE				
Cadre nº II DÉPOSANT(S)				
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.) n° de téléphone 01 69 08 82 93			-	
COMMISSARIAT A L'ENERO 31-33 rue de la Fédération	JE ATOMIQUE	•	01 69 08 82 92	
75752 PARIS 15ème			n° de téléimprimeur	
FRANCE				
			n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office	
Nationalité (nom de l'État) : Domicile (nom de l'État) :				
FR FR				
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom	; pour une personne morale, dés	rignation officielle complète.	L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)	
S.O.I.TEC Silicon On Insulat	or Technologies			
Parc Technologique des For	ıtaines			
Chemin des Franques				
38190 BERNIN				
FRANCE				
Nationalité (nom de l'État) :		Domicile (nom de l'	État) :	
FR FR				
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom,	pour une personne morale, dés	ignation officielle complète.	L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)	
TEMPLIER François				
10, allée des Terrasses de Criel				
38500 VOIRON				
FRANCE				
Nationalité (nom de l'État) :		Domicile (nom de l'	État):	
FR		FR		
D'autres déposants sont indiqués su	r une feuille annexe.			



Feuille n° ...2...

Demande internationale n° PCT/FR03/50045

Suite du cadre n° II DÉPOSANT(S)		
Si aucun des sous-cadres suivants n'est utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la demande d'examen préliminaire international.		
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, dési	gnation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)	
DI CIOCCIO Léa 418, chemin de Labis 38330 SAINT ISMIER FRANCE		
Nationalité (nom de l'État) : FR	Domicile (nom de l'État) : FR	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, dési	ignation officielle complète. L adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)	
BILLON Thierry 292, rue du Parc de la Sure 38500 COUBLEVIE FRANCE		
Nationalité (nom de l'État) : FR	Domicile (nom de l'État) : FR	
Nom et adresse: (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, dési	ignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)	
LETERTRE Fabrice 33, quai Jongkind 38000 GRENOBLE FRANCE		
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :	
FR	FR	
Nom et adresse: (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)		
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :	
D'autres déposants sont indiqués sur une autre feuille annex	e.	

Feuille n° ...3...

Demande internationale n° PCT/FR03/50045

Cadre nº III MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COMMUN; OU ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE		
La personne indiquée ci-dessous est mandataire représentant co		
et 🗶 a été désignée à une date antérieure; elle représente aussi le ou les déposants	pour l'examen préliminaire international.	
est désignée par la présente; toute désignation antérieure de mandataires ou d'u	n représentant commun est de ce fait révoquée.	
est désignée par la présente, spécialement pour la procédure devant l'adm international, en sus du ou des mandataires ou du représentant commun désig	ninistration chargée de l'examen préliminaire nés antérieurement.	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)	nº de téléphone	
complete. L'adresse doit comprendre le code postat et le nom au pays.)	01 53 83 94 00	
Jean LEHU	nº de télécopieur	
Journ Elling	01 45 63 83 33	
c/o BREVATOME	n° de téléimprimeur	
3, rue du Docteur Lancereaux		
75008 PARIS	n° sous lequel le mandataire est inscrit auprès de l'office	
FRANCE	omee	
Adressse pour la correspondance : cocher cette case lorsque aucun mandat désigné et que l'espace ci-dessus est utilisé pour indiquer une adresse spéciale à	aire ni représentant commun n'est ou n'a été laquelle la correspondance doit être envoyée.	
Cadre n° IV BASE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL		
Déclaration concernant les modifications :*		
1. Le déposant souhaite que l'examen préliminaire international commence sur la base	e suivante :	
la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement		
la description telle qu'elle a été déposée initialement		
telle qu'elle a été modifiée en vertu de l'article 34		
les revendications telles qu'elles ont été déposées initialement		
telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 19 (avec, le cas échéant, la déclaration jointe aux	
modifications)		
telles qu'elles ont été modifiées en vertu de l'article 34		
les dessins tels qu'ils ont été déposés initialement		
tels qu'ils ont été modifiés en vertu de l'article 34		
2. Le déposant souhaite que les modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 soient considérées comme écartées.		
Le déposant souhaite que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé jusqu'à l'expiration d'un délai de 20 mois à compter de la date de priorité, à moins que l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne reçoive une copie des modifications effectuées en vertu de l'article 19 ou une déclaration du déposant, aux termes de laquelle celui-ci ne souhaite pas effectuer de modifications en vertu de l'article 19 (règle 69.1.d)). (Ne pas cocher cette case lorsque le délai visé à l'article 19 a expiré.)		
* Lorsque aucune case n'est cochée, l'examen préliminaire international commencera sur la base de la demande internationale telle qu'elle a été déposée initialement ou, si l'administration chargée de l'examen préliminaire international reçoit copie des modifications apportées aux revendications en vertu de l'article 19 ou des modifications apportées à la demande internationale en vertu de l'article 34 avant d'avoir commencé à rédiger une opinion écrite ou le rapport d'examen préliminaire international, sur la base de la demande internationale ainsi modifiée.		
Langue : l'examen préliminaire international sera effectué en Français , qui est		
la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée.		
la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale.		
la langue de publication de la demande internationale.		
la langue de la traduction (qui sera) remise aux fins de l'examen préliminaire international.		
Cadre n° V ÉLECTION D'ÉTATS		
Le déposant élit tous les États éligibles (c'est-à-dire tous les États qui ont été désignés et qui sont liés par le chapitre II du PCT)		
à l'exclusion des États ci-après que le déposant souhaite ne pas élire :		

Q

Feuille n° ..4....

Demande internationale n° PCT/FR03/50045

Cadre n° VI BORDEREAU				
Aux fins de l'examen préliminaire international, les éléments suivants, établis dans la langue indiquée au cadre n° IV, sont joints à la présente demande d'examen:			Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international reçu non reçu	
1. traduction de la demande internationale	:	feuilles	reçu	
2. modifications selon l'article 34	:	feuilles		
 copie (ou, si elle est exigée, traduction) des modifications selon l'article 19 	`:	feuilles		
 copie (ou, si elle est exigée, traduction) de la déclaration selon l'article 19 	:	feuilles		
5. lettre	:	feuilles		
6. autres pièces (préciser)	.:	feuilles		
Le ou les éléments cochés ci-après sont aussi joints à	la demande d'e	xamen préliminaire	nternational:	
1. X feuille de calcul des taxes		5. explication	n de l'absence d'une sig	gnature
2. pouvoir distinct original			s séquences sous forme	déchiffrable par
3. original du pouvoir général		ordinateu		
 copie du pouvoir général; le cas échéant, numéro de référence : 			ments <i>(préciser)</i> : d'examen préliminaire i T/IB/306	nternational détaillé
Cadre n° VII SIGNATURE DU DÉPOSANT, DU MANDATAIRE OU DU REPRÉSENTANT COMMUN À côté de chaque signature, indiquer le nom du signataire et, si cela n'apparaît pas clairement à la lecture de la demande d'examen préliminaire international, à quel titre l'intéressé signe.				
Jean LEHU				
Réservé à l'administrat	ion chargée de l	'examen préliminair	e international	
I. Date effective de réception de la DEMANDE D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL:				
Date modifiée de réception de la demande d'examen préliminaire international, en cas de CORRECTIONS apportées en vertu de la règle 60.1.b):				
3. La demande d'examen préliminaire international a été reçue PLUS DE 19 mois après la date de priorité et les points 4 et 5 ne sont pas applicables.				
4. La demande d'examen préliminaire international a été reçue dans le délai de 19 mois à compter de la date de priorité, prorogé en vertu de la règle 80.5.				
5. Bien que la demande d'examen préliminaire international ait été reçue plus de 19 mois après la date de priorité, le retard à l'arrivée est EXCUSÉ en vertu de la règle 82.				
P	éservé au Burea	u international —		
Demande d'examen préliminaire international reçue chargée de l'examen préliminaire international le	de l'administrat :	ion		



PCT

BREVATOME
3, rue du Docteur Lancereaux
75008 PARIS
Tél. 01 53 83 94 00 - Fax 01 45 63 83 33

FEUILLE DE CALCUL DES TAXES

Annexe de la demande d'examen préliminaire international

D1.	Réservé à l'administration chargée de l'examen préliminaire international	
Demande internationale n° PCT/FR03/50045		
Référence du dossier du déposant ou du mandataire B14078.3 JL	Timbre à date de l'administration chargée de l'examen préliminaire international	
Déposant COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE - S.O.I.TEC S Technologies - TEMPLIER François - DI CIOCCIO Léa - BI Fabrice	ilicon On Insulator ILLON Thierry - LETERTRE	
CALCUL DES TAXES PRESCRITES		
1. Taxe d'examen préliminaire	1 530 Euros P	
2. Taxe de traitement (Les déposants de certains États ont droit à une réduction de 75% de la taxe de traitement. Lorsque le déposant a (outous les déposants ont) droit à cette réduction, le montant devant figurer sous H est égal à 25% de la taxe de traitement.)	129 Euros H	
Total des taxes prescrites Additionner les montants portés dans les cadres P et H et inscrire le résultat dans le cadre TOTAL	1 659 Euros	
MODE DE PAIEMENT		
autorisation de débiter un compte de dépôt auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir plus bas)	caux	
chèque coupons		
mandat postal autre (préciser):		
traite bancaire		
AUTORISATION DE DÉBITER (OU CRÉDITER) UN COM (Les administrations chargées de l'examen préliminaire internatione ne permettent pas toutes l'utilisation de ce mode de paiement)	PTE DE DÉPÔT al IPEA/	
Autorisation de débiter le total des taxes indiqué ci-dessus.	N° de compte de dépôt : 2804-0035	
(Cette case ne peut être cochée que si les conditions relatives aux comptes de dépôt établies par l'administration chargée de l'examen préliminaire international le permettent) Autorisation de débiter tout montant manquant — ou de créditer de tout excédent — dans le paiement du total des taxes indiqué ci-dessus.	Date: 15 mars 2004 Nom: Philippe AUDIER Signature:	